



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/4
1er février 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES ET SON APPLICATION
AUX PEUPLES ASSUJETTIS À UNE DOMINATION COLONIALE OU ÉTRANGÈRE,
OU À L'OCCUPATION ÉTRANGÈRE

Exposé écrit présenté par l'Association pour l'éducation d'un point de
vue mondial, organisation non gouvernementale inscrite sur la Liste

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[20 décembre 1999]

Les "États-Unis d'Abraham", dix ans après (1990-2000)

1. L'intégration régionale sous différentes formes apparaît de plus en plus comme la principale méthode pour garantir la sécurité générale, le développement et la sauvegarde des droits de l'homme. La sécurité individuelle, nationale et régionale devrait s'accompagner d'un esprit d'acceptation mutuelle, et la coopération économique ainsi que le développement en seraient alors les conséquences directes.

2. L'Union européenne et le Conseil de l'Europe, à la composition plus large, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC), les pays du Commonwealth, sont quelques exemples de groupements étroits qui font intervenir l'intégration régionale et la promotion des droits de l'homme, même s'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine et dans d'autres. L'heure est venue à présent d'envisager une forme de structure régionale au Moyen-Orient.

3. Le 6 mars 1990, un cadre concernant le Moyen-Orient, inspiré des "États-Unis d'Europe" envisagés par Winston Churchill dans un discours historique prononcé en 1946 à Zurich, a été proposé à la Commission des droits de l'homme sous le nom d'"États-Unis d'Abraham" 1/. Depuis, cette idée d'une intégration régionale, qui permettrait d'assurer la sécurité et la protection des droits de l'homme à l'intérieur d'un groupe de pays comprenant notamment Israël, la Jordanie et la Palestine, a fait son chemin au sein des Nations Unies et dans d'autres cercles. C'est pourquoi nous reproduisons ici la plus grande partie de ce texte, en le faisant suivre de réflexions et de remarques parallèles des dirigeants des pays de la région qui mettent l'accent sur l'évolution positive observée dans ce sens au Moyen-Orient :

"[...] Le Moyen-Orient, noble région ancienne, est le creuset des trois religions qui se réclament d'Abraham. Plus de la moitié de l'humanité y a ses origines spirituelles. Si le Moyen-Orient était uni dans le partage de son patrimoine commun, le bonheur, la prospérité et la gloire dont jouiraient ses dizaines de millions d'habitants ne connaîtraient pas de limites. C'est pourtant là qu'ont pris naissance d'effrayantes querelles nationalistes et religieuses qui ont détruit la paix et compromis les perspectives de cette vaste région.

"Il existe pourtant un remède qui, si la majorité des populations de ces territoires l'adoptait, entraînerait comme par miracle une transformation de ce paysage et ferait en quelques années de l'ensemble ou de la plus grande partie du Moyen-Orient une région heureuse et libre. Quel est ce remède souverain ? Il s'agirait de créer la "Famille d'Abraham" et de lui donner une structure qui lui permette de fonctionner dans la paix, la sécurité et la liberté. Il nous faut construire quelque chose comme les "États-Unis d'Abraham". Le processus est simple. Il suffit de convaincre

1/ Publié de nouveau dans Human Rights and Human Wrongs, n° 8. Union mondiale pour le judaïsme moderne, Genève, 1990. p; 37-39. Voir le compte rendu analytique de la 52^{ème} réunion de la quarante-sixième session de la Commission des droits de l'homme (1990).

des millions d'hommes et de femmes de se comporter bien plutôt que mal et d'être en récompense bénis plutôt que maudits.

"Et pourquoi de futurs États-Unis du Moyen-Orient ne prendraient-ils pas leur place parmi d'autres groupements et ne contribueraient-ils pas à façonner les destinées futures de l'homme ? Pour qu'un tel projet devienne réalité, il faut un acte de foi auquel prennent part des millions d'hommes et de femmes s'exprimant dans leurs diverses langues. À l'égard du passé, il faut que se produise ce que William Gladstone, ce grand homme d'État britannique du XIX^{ème} siècle, appelait "un acte d'oubli bienvenu". Tous doivent tourner le dos aux horreurs du passé et regarder vers l'avenir. Nous ne pouvons nous permettre de traîner avec nous dans les années qui viennent les haines et les désirs de vengeance qu'ont suscités toutes les blessures du passé. Si le Moyen-Orient doit être sauvé de l'extrême souffrance, et en définitive de la chute finale, il faut inscrire cet acte de foi dans la notion de "Famille d'Abraham" et procéder à cet acte d'oubli de tous les crimes et folies du passé. Les populations du Moyen-Orient peuvent-elles s'élever ainsi vers les hauteurs des résolutions de l'âme et des instincts de l'esprit de l'homme ? Si elles le peuvent, les maux et les blessures infligées auront été nettoyées par toutes les souffrances endurées de tous côtés. Il suffit que les populations le veuillent pour que les désirs qui sont dans leurs cœurs se réalisent.

"La première étape de la création de la Famille d'Abraham doit être un partenariat entre Israël, la Jordanie et les Palestiniens dans la zone géographique désignée en 1921 sous le nom de "Palestine" dans le mandat initial de la Société des Nations. La structure des "États-Unis d'Abraham", si elle est bien conçue, atténuera l'importance de la force matérielle de chaque État. Les petites nations compteront autant que les grandes et tireront leur honneur de leur contribution à la cause commune. Les peuples anciens, les nations et les États modernes du Moyen-Orient, rassemblés librement pour leur intérêt mutuel en un système fédéral - ou autre - pourraient en définitive trouver leur place au sein de ce concept ou condominium unificateur. Je n'essaierai pas d'établir un programme détaillé pour des dizaines de millions de gens désireux de vivre heureux et libres, dans la prospérité et la sécurité. Si tel est leur désir, si tel est le désir de tant de gens dans tant de pays, il leur suffit de le confirmer, et il sera certainement possible de trouver les moyens et de mettre en place les mécanismes nécessaires pour que ce désir s'accomplisse. Peut-être le temps risque-t-il de manquer. Nous vivons à l'heure actuelle une période de répit. Les canons se sont tus. Les combats se sont arrêtés, mais les dangers sont toujours là. Pour qu'il y ait un jour des "États-Unis d'Abraham", il faut se mettre au travail dès maintenant.

"Sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de sa conception du monde, il faut créer la famille du Moyen-Orient, au sein d'une structure régionale qui s'appellera peut-être les États-Unis d'Abraham, en commençant par une première étape pratique consistant à former un Conseil d'Abraham. Si, dans un premier temps, les peuples, nations et États du Moyen-Orient ne sont pas tous désireux ou en mesure d'adhérer à cette Union, il faut néanmoins progresser en associant ceux qui le veulent et

qui le peuvent. Pour sauver toutes les populations du Moyen-Orient de la guerre ou de la servitude, il faut s'appuyer sur des bases solides. Pour accomplir tous ces travaux urgents, Israël, la Jordanie et les Palestiniens doivent ouvrir la voie ensemble. [...]

"Il a fallu près d'un demi-siècle pour que la vision de l'Europe de Winston Churchill devienne réalité. Souhaitons que les dirigeants politiques et les intellectuels arabes et israéliens - et aussi les représentants de toutes les minorités de la région - agissent avec détermination pour apporter enfin, dans une flambée d'enthousiasme, la paix et la réconciliation au Moyen-Orient. Si tel est le souhait des populations, soyons certains que des dirigeants avisés voudront parvenir dans les dix années qui viennent à une paix et à une réconciliation véritables. (Sohl, en arabe; Shalom, en hébreu). N'est-il pas écrit prophétiquement dans la Bible, dans le livre de Joël : "Vos anciens auront des rêves, vos jeunes gens des visions" (2:28). Espérons que le dialogue commencera bientôt, peut-être ici même dans le cadre de cette Commission."

4. Cette déclaration du 6 mars 1990 était adressée personnellement à M. Shimon Peres, qui se trouvait alors dans l'opposition. Elle a été reproduite le 24 décembre 1990 par l'hebdomadaire palestinien de Jérusalem Al-Fair, qui a publié le 31 mai 1993 une deuxième longue tribune intitulée "Un temps pour tout sur terre : le processus de paix et les nouvelles formes d'intégration régionale", et signée conjointement par David Littman et René Wadlow, deux mois avant que l'Accord d'Oslo ne soit annoncé et quatre mois avant la signature à Washington de la Déclaration de principes de septembre 1993 entre le Premier ministre d'Israël Itzhak Rabin et le président de l'OLP Yasser Arafat.

5. Le 22 septembre 1992, le Premier ministre Itzhak Rabin a dit à la Commission affaires étrangères et défense de la Knesset : "J'accorde une grande importance à la période transitoire et aux accords intérimaires conclus avec les Palestiniens. Mais je n'exclus pas la possibilité d'une union avec eux qui garantirait la sécurité d'Israël et le droit pour notre pays de se développer dans le cadre d'une confédération ou d'une fédération qui réunirait Israël, les Palestiniens et la Jordanie." (Jerusalem Post, 23 septembre 1992).

6. Dans un entretien publié dans Le Monde (2 septembre 1992), le roi Hassan II du Maroc a parlé de "cette idée d'une confédération israélo-palestino-jordanienne, avec tout ce qu'elle comporte de positif pour la paix dans cette partie du monde [et du] grand rêve d'une paix multiconfessionnelle et multiraciale qui serait une chose extraordinaire pour tous les fils d'Abraham".

7. En juin 1993, juste avant l'Accord d'Oslo, Shimon Peres, qui venait de prendre ses fonctions de Premier ministre, a déclaré : "Je propose l'établissement d'une confédération israélo-palestino-jordanienne" (Haaretz, 24 juin 1993). Et le roi Hussein de Jordanie a déclaré, sur la pelouse de la Maison-Blanche : "Depuis de très très longues années et dans chacune de mes prières, je demande à Dieu tout-puissant de m'aider à amener la paix entre les fils d'Abraham" (25 juillet 1994). Et, en signant le traité de paix israélo-jordanien trois mois plus tard, il a déclaré : "C'est une paix honorable, une paix équilibrée et qui durera, parce que nous sommes déterminés depuis le début à ce qu'il en soit ainsi." Le Premier ministre Itzhak Rabin a alors répondu : "Je pense qu'il s'agit du plus bel acte qui puisse se concevoir, non seulement

pour mettre fin à la guerre, mais aussi pour établir la structure de la paix, pour construire les relations de paix." En résumé : pour servir de modèle à d'autres.

8. Un État palestinien se profile à l'horizon et un nouvel esprit d'acceptation mutuelle animera la région lorsque la sécurité individuelle et la dignité de tous seront enracinés dans le droit. Pour que cela se produise, il faudra qu'un mouvement général de démocratisation et de respect des droits de l'homme - ainsi que des minorités - devienne l'assise naturelle de la société civile dans tous les pays du Moyen-Orient qui, comme on l'a dit avec raison, doivent ainsi "prendre le chemin de la démocratie".

9. Comme nous l'avons affirmé à partir de 1993, alors que l'intégration européenne débutait modestement avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la gestion de l'eau au Moyen-Orient aujourd'hui pourrait donner lieu à des formes beaucoup plus développées de coopération et d'intégration. On ne peut se permettre de parler de la question cruciale de l'eau dans une perspective étroite ou dans un contexte nationaliste - ne serait-ce que sur le seul plan scientifique.

10 La sécurité régionale exigera une relation plus équilibrée entre la République arabe syrienne et le Liban, dont l'indépendance doit être garantie après le retrait de toutes les troupes étrangères de son territoire, et liée à une large intégration économique et sociale entre le Liban, la Jordanie, Israël et la future Palestine. La Syrie est un élément clé de la paix dans la région et il n'est possible d'envisager un retrait israélien du plateau du Golan que dans un climat de confiance mutuelle étayé par des garanties militaires et diplomatiques. Bien que cette vision de l'avenir n'ait pas encore été acceptée par toutes les parties, un nouvel esprit de coopération pourrait souffler bientôt et dissiper les nuages formés par les contentieux actuels.
